

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, sur les relations franco-russes, à Moscou le 28 février 2013.

Vladimir POUTINE : « Encore une fois, permettez-moi de vous saluer, M. le Président, ainsi que toute votre équipe qui a visité aujourd'hui, à notre invitation, Moscou et qui a participé de façon très active à des discussions portant sur des questions bilatérales et internationales. Moi, je dois préciser, dès le début, que nous avons discuté en détail de toutes les questions bilatérales qui sont les plus importantes, mais aussi des problèmes internationaux.

Les discussions ont montré le caractère traditionnel des rapports franco-russes qui sont des relations d'amitié, qui sont mutuellement avantageux et qui sont utiles pour les deux pays. Pour la Russie, la France a toujours été et reste un partenaire important de taille stratégique. Je peux vous dire que la rencontre que nous avons eue au mois de juin, la tâche que nous nous sommes assignés, pour intensifier la coopération, cette tâche a été remplie. Notre dialogue est maintenu, il est très fructueux, nous renforçons des liens humanitaires et nous intensifions notre coopération au niveau industriel, mettant l'accent sur les technologies, les hautes technologies et les innovations.

Nous réalisons des projets d'envergure dans les domaines aéronautique, spatial, énergétique. Notre programme commun Soyouz, au niveau du pas de tir en Guyane, suscite une grande demande des opérateurs spatiaux. Et nous devons lancer encore six satellites au cours de cette année. Nous avons aussi des progrès importants dans l'aéronautique, nous participons activement à la coopération dans la construction de l'avion Super SS100 et MS-21 et nous réfléchissons beaucoup à la commercialisation de ces 2 appareils. Les partenaires français participent de façon active à des gazoducs North Stream et South Stream, aussi bien qu'à la préparation des Jeux olympiques à Sotchi en 2014 et de la Coupe du monde de football en 2018, notamment, dans le développement des infrastructures russes.

Je pense également que les constructeurs automobiles français apprécient, à sa juste valeur, les capacités du marché russe. L'alliance entre RENAULT - NISSAN et AVTOVAZ apporte déjà des fruits et il y a un autre projet qui réunit PEUGEOT CITROËN et la région de Kalouga. La capitale française est donc représentée pratiquement dans tous les domaines.

Nous avons exprimé notre intérêt à ce que la contribution des investisseurs russes augmente en France. Nous allons utiliser pour cela les capacités du Fonds des investissements russes, aussi bien que celles de la Caisse des dépôts et consignations qui viennent de signer dans cette salle leur protocole d'entente. Nous espérons que le Comité de coopération économique, CCFAC, puisse également contribuer à la diversification des projets de coopération liant nos deux pays. Nous devons également trouver un créneau pour le Centre franco-russe des affaires. Nous avons accordé une grande attention au développement des contacts humains. L'interpénétration des cultures française et russe est très importante. L'Année croisée de la France et de la Russie aussi bien que les Saisons de la littérature et de la langue sont devenues des événements très importants pour les deux cultures. Dans ce domaine-là, aussi bien que nos amis français, nous avons donc des nouvelles idées. Par exemple, nous sommes en train de discuter un projet qui est très intéressant, il s'agit de la Saison croisée des théâtres et des cinémas en 2014-2015.

Nous avons parlé aussi des relations entre la Russie et l'Union européenne. Nous avons constaté

... nous avons pu établir des relations entre la Russie et notre pays. Nous avons constaté que l'allègement du régime des visas pourrait favoriser le développement des contacts, y compris les contacts économiques entre nos deux pays.

La Russie participe laide aux pays européens qui ont souffert de la crise. Nous participons également à l'action menée par le Fonds monétaire international, et là, nous voulons avoir une coopération active avec la France dans le cadre de la présidence russe du G20.

Nous avons, bien évidemment, traité des problèmes internationaux aigus : Afrique du Nord, Proche-Orient, etc. Malgré certaines divergences dans nos positions, nous sommes tous pour la préservation de la Syrie en tant qu'État uni et je pense que nous avons beaucoup de points de convergence par rapport à l'analyse de la situation syrienne. On ne doit pas admettre que la tragédie syrienne puisse être utilisée au profit des terroristes internationaux. Aujourd'hui, un attentat a été commis à Damas près de l'ambassade russe qui n'a pas provoqué de victimes dans la population russe. Mais, en tout cas, nous devons dire que ce type d'acte doit susciter une condamnation de la Communauté internationale.

Nous avons parlé de la situation au Mali et nous soutenons les efforts de la partie française qui visent à ce que le pays rentre dans le cadre démocratique. Nous portons un très grand intérêt à développer notre coopération avec la France et je voudrais remercier M. le Président pour la discussion qui a été aujourd'hui, très intense et très sincère. Je voudrais, bien évidemment, remercier tous les collègues pour le travail que nous avons fait aujourd'hui ensemble. Merci.

LE PRÉSIDENT : « M. le Président, je veux vous remercier pour l'invitation que vous m'avez lancée au mois de juin dernier et pour l'accueil que vous m'avez réservé, ainsi qu'à ma délégation. Je souhaitais, et vous souhaitiez aussi, approfondir la relation entre la Russie et la France. C'est une relation ancienne, pour ne pas dire historique & c'est une relation qui est majeure, dès qu'elle concerne deux pays qui ont vocation à peser sur le destin du monde, et une relation qui est encore prometteuse. C'est-à-dire quelle n'a pas donné tout ce qu'elle pouvait produire, aussi bien sur le plan politique, culturel qu'économique. C'est donc notre rôle que de parvenir à franchir une étape nouvelle. Et tout au long de nos discussions qui ont été à la fois franches, amicales et en même temps concrètes nous avons voulu illustrer ce que pouvait être la relation entre la France et la Russie pour les prochaines années.

D'abord sur le plan politique, nous avons en commun une vision du monde. Nous sommes attentifs à régler les conflits par la négociation et nous souhaitons, au Conseil de sécurité, faire prévaloir des arguments de paix mais également de lutte contre le terrorisme. J'y reviendrai. Sur le plan économique, nous avons, avec le président POUTINE, pris tous les domaines et ils sont nombreux où nous sommes déjà dans une situation qui nous permet de constater que nos échanges ont considérablement progressé ces dernières années. Il convient de dire que le développement de la Russie est impressionnant, que l'ouverture de son marché offre des opportunités. Les entreprises françaises y ont donc pris leur place, mais peuvent encore élargir cette influence et cette représentation, ici, en Russie.

Je suis accompagné de bon nombre de chefs d'entreprise, de grandes, de moyennes aussi et de petites parce que c'est aussi avec les PME que nous pouvons réussir à développer nos échanges. Nous avons également un courant d'investissements important, des stocks d'investissements qui représentent à peu près 10 milliards d'euros et que nous pensons encore amplifier.

Les domaines, vous les avez cités, M. le Président, c'est l'énergie et le gaz & c'est l'automobile avec nos deux constructeurs, c'est l'aéronautique avec EADS & c'est l'industrie pharmaceutique un accord a été signé & c'est le chemin de fer, où nous pouvons illustrer la coopération entre la France et la Russie à travers les lignes à grande vitesse et où nous avons une technologie exemplaire & c'est le spatial, et là encore deux accords ont été signés permettant effectivement qu'à Kourou, nous puissions faire en sorte que Soyouz y ait toute sa place et continuer à lancer un certain nombre de satellites. Plusieurs projets sont en préfiguration. Mais c'est également le domaine nucléaire, le domaine militaire et les domaines agroalimentaire et touristique sur lesquels nous pouvons encore travailler.

Nous sommes attentifs à prendre notre part également aux deux grands événements que la Russie prépare, c'est-à-dire Sochi et la Coupe du monde 2018. Nous avons pu avancer dans

nombre de ces domaines pour élargir la place des entreprises françaises. Je veux remercier tout particulièrement le président POUTINE parce que nous connaissons bien les blocages qui peuvent parfois exister, les obstacles dans nos administrations respectives, et nous avons trouvé à chaque fois les moyens de les dépasser.

Nous voulons aussi engager des partenariats entre nos entreprises russes et françaises pour être capables de porter ces technologies sur les marchés extérieurs, ensemble. Et là encore, nous avons des possibilités considérables de développement.

Il y a les investissements français en Russie, il y a les investissements russes en France. Le président POUTINE m'avait dit, il y a plusieurs mois, « nous devons faire un effort commun pour qu'il y ait un accueil de ces investissements ». C'est ce que nous avons fait aujourd'hui à travers un Fonds qui va être créé entre la Caisse des dépôts et le Fonds souverain russe, de manière à ce qu'il y ait des investissements et je ne parle pas des placements financiers, je parle des investissements dans notre économie qui puissent être favorables à l'emploi.

Il y a peu d'ailleurs, une entreprise russe a pu reprendre une entreprise en France et c'est plusieurs milliers d'emplois qui sont concernés. Et là encore, je souhaite que nous puissions faciliter ces procédures. L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) doit se mobiliser pour leur réserver le meilleur accueil. J'ai pris l'engagement auprès du président POUTINE de faciliter l'attribution des visas, car il n'est pas possible de contraindre un certain nombre de personnes qui veulent investir en France de souscrire à des formalités administratives qui sont désuètes. Et d'ailleurs, nous devons aller beaucoup plus loin puisque, avec l'Union européenne, nous devons lever un certain nombre de procédures concernant les visas, et le ministre de l'Intérieur, ici présent, y travaillera.

Voilà pour la coopération économique industrielle. Une base solide existe entre nos deux pays pour que nous puissions élever le niveau de nos investissements, de nos échanges et donc de l'emploi dans nos pays respectifs. Mais nous avons également abordé les questions de coopération culturelle, parce qu'il y a dans notre Histoire, mais également dans notre présent, suffisamment de liens qui se sont tissés et événements que nous avons organisés pour que nous puissions être ambitieux dans ce domaine.

D'abord, au niveau de la langue ou des langues, j'ai pris l'engagement que le russe puisse être davantage enseigné en France et le président POUTINE fera également en sorte, avec son gouvernement, que le français puisse trouver toute sa place. Nous avons aussi un certain nombre d'événements à célébrer.

D'abord, l'année 2013, qui pourrait être une année autour du spectacle, théâtre, cinéma, et là encore, nous ferons en sorte qu'il puisse y avoir de nombreuses initiatives qui soient prises. Les ministres y ont travaillé. Et nous avons également à organiser, en 2014, deux manifestations très importantes, en France, mais pas seulement en France : c'est la Commémoration du déclenchement de la 1^{ère} Guerre mondiale, car je n'oublie pas ce que la Russie a fait à cette époque et aussi, toujours en cette année 2014, la Libération de la France et, là encore, le peuple français n'oublie pas les sacrifices du peuple russe pour nous permettre d'être ce que nous sommes aujourd'hui. Et nous aurons à participer ensemble à ces manifestations.

Nous avons aussi des projets qui intéressent nos pays respectifs. Aujourd'hui, c'était l'extension du lycée français de Moscou, mais je n'oublie pas le projet de centre spirituel et culturel orthodoxe russe à Paris. Là encore, les procédures seront facilitées dès lors que le projet architectural a été amélioré pour qu'il y ait cette réalisation à Paris.

Sur les questions internationales, nous avons de nombreux points communs pour appréhender les grands sujets qui préoccupent le monde. D'abord, je veux remercier le président POUTINE pour son appui à l'intervention de la France au Mali, dès lors qu'il en a parfaitement compris le sens, c'est-à-dire dans le cadre de la Charte des Nations unies. À l'appel d'un pays, le Mali, nous avons voulu prendre notre part dans la lutte contre le terrorisme. Et je lui ai donné l'état exact de notre intervention. Nous sommes, en ce moment-même, au contact d'un certain nombre de groupes qui se sont réfugiés dans une partie du Mali. La France fera, avec l'Armée malienne et les armées africaines, son devoir. Mais nous avons aussi évoqué la transformation de cette opération en

opération de maintien de la paix, et la Russie nous apportera, au Conseil de sécurité, tout son soutien.

De la même manière, notre analyse est commune sur les risques de prolifération nucléaire, et notamment en Iran. Tout doit être fait pour convaincre l'Iran de renoncer. De renoncer sans conditions à l'accès à l'arme nucléaire. Nous préférons, parce que c'est la seule méthode qui vaille, la négociation. Si y a des progrès, nous les enregistrerons, mais pour l'instant nous constatons que la négociation n'a pas encore permis, malgré les sanctions, d'aboutir à une solution.

Nous avons aussi évoqué la Syrie. Nous avons le même objectif, même si nous divergeons sur le moyen d'y parvenir. Nous divergeons encore mais nous pouvons trouver, là encore, une voie commune. Nous avons le même objectif qui est d'éviter la dislocation de la Syrie, et de laisser les terroristes profiter du chaos. Nous souhaitons le dialogue politique. Nous, nous considérons que ce dialogue doit trouver une forme nouvelle afin de permettre que toutes les parties s'y retrouvent pour qu'une issue soit trouvée.

Enfin, je veux évoquer la préparation du G8 ainsi que celle du G20 que la Russie a en responsabilité. Deux grands sujets y seront évoqués. Le premier sujet est le plus actuel et le plus crucial pour nos économies. C'est celui de la croissance, de la stabilité des changes, de la capacité que nous pouvons avoir à faciliter les échanges pour que le monde puisse connaître un cycle qui soit celui de la croissance, et non pas comme dans un certain nombre de pays d'Europe, de laustérité. Car tout se tient et la prospérité pour la Russie dépend également de la capacité qu'ont l'Europe et les Etats-Unis d'avoir le plus haut niveau de croissance.

Mais il y a un second sujet sur lequel nous avons souhaité nous mobiliser, c'est la lutte contre les trafics de drogues, contre ce fléau qui entretient aussi le terrorisme. Pour toutes ces raisons, nous avons avancé, tout au long de cette journée qui est une étape importante, qui méritera d'être prolongée. Je veux en remercier tous ceux qui y ont contribué. Jean-Pierre CHEVENEMENT avait préparé le terrain, et les ministres s'y sont pleinement investis et je sais que du côté du gouvernement russe, cela a été la même démarche et elle est souhaitable pour les relations entre nos deux pays ».

QUESTION : « M. les Présidents, d'après vos déclarations, vous avez beaucoup de points communs, de points de vue communs sur le Moyen-Orient et l'Afrique & je pense au Mali et à la Syrie. Mais M. le Président de la République française, comment expliquer ce fait que la France soit contre les combattants armés au Mali, qui sont contre le gouvernement légitime, et que la France soit pour les combattants armés qui sont contre le gouvernement légitime ? Alors que la Russie est, dans les deux cas, en faveur du gouvernement en place qui est un gouvernement légitime. Est-ce que vous avez, M. les Présidents, réussi à rapprocher vos positions ? Parce que vous dites que vous avez des positions qui sont parallèles, mais se trouver de part et d'autre d'une ligne de front, c'est quand même autre chose ».

LE PRESIDENT : « Vous avez dit qu'on avait des démarches parallèles. Nous devons nous efforcer de les faire rencontrer. Ce qui n'est pas facile pour des parallèles ! Mais nous avons progressé. Je l'ai dit, nous avons les mêmes objectifs : éviter la dislocation, lutter contre le terrorisme. Ensuite, il y a la question de la manière d'y parvenir à travers le dialogue politique. Chacun le sait, nous, nous considérons que cela ne peut pas passer par Bachar EL-ASSAD, d'autres pensent que c'est le représentant qui peut permettre d'engager ce dialogue.

Si nous continuons sur ces positions-là, nous ne parviendrons à aucune convergence. Nous devons donc imaginer un dialogue politique qui fasse que l'opposition puisse discuter avec une partie qui puisse être acceptable. Voilà où nous en sommes. Cherchons le dialogue politique ! Evitons de nous figer sur des positions, mais il n'y a pas de temps à perdre. Parce que chaque jour qui passe, ce sont des dizaines de civils pour ne pas dire des centaines qui meurent, ce sont des attentats qui sont commis, et ce sont des radicalisations qui, à un moment ou à un autre, peuvent dégénérer.

Moi, ma responsabilité, c'est de faire que nous puissions trouver une issue politique. C'est ce que nous avons cherché avec le président POUTINE et nous verrons dans les prochains jours comment lui donner une traduction ».

Vladimir POUTINE : « Nous avons une position qui est une position de principe et qui est toujours

Vladimir POUTINE : « Nous avons une position qui est une position de principe et qui est toujours soutenue. Nous sommes pour les gouvernements légitimes et nous sommes pour la France lorsque la France soutient cette ligne d'une manière claire et évidente. Voilà pourquoi nous avons soutenu les actions de la France au Mali.

Pour ce qui est de la Syrie et d'autres régions, nous avons eu une discussion extrêmement intense, qui a tourné peut-être au débat par moments. Je crois que le président de la République a été d'accord avec certains de nos points de vue. Je pense que nous devons aussi écouter, être à l'écoute de nos partenaires sur ce problème qui est loin d'être simple. Et je pense que sans une bonne bouteille de vin et une bouteille de vodka, on n'arrivera pas à trouver une position commune ! Mais je crois que lors de la discussion, le président de la République a formulé des propositions qui pourraient être entendues par les partenaires. On pourrait essayer de les mener à bien.

LE PRESIDENT : « Grâce à une bouteille de Porto ! »

Vladimir POUTINE : « ok ! »

QUESTION : « J'ai une question pour M. HOLLANDE, mais si M. POUTINE peut commenter également. Selon les défenseurs des droits de l'Homme, l'année 2012 a été la pire en Russie pour le respect des libertés fondamentales depuis 1991. Comment, vous, M. le Président de la République, qualifiez-vous l'état des libertés en Russie ? »

LE PRESIDENT : « La dimension des droits de l'Homme est présente dans toute notre politique étrangère. Partout où je vais, j'ai à évoquer cette question et je le fais avec franchise et en même temps responsabilité. Je n'ai pas à juger, je n'ai pas à évaluer. J'ai simplement à constater et lorsqu'il y a des manquements, je le fais. Je le fais pour qu'ils soient réglés et non pas pour qu'ils soient simplement brandis. C'est le rôle de la France de faire en sorte que, partout, il puisse y avoir un progrès ».

Vladimir POUTINE : « Je dois dire que nous avons avec nos amis et collègues français, en particulier avec le président de la République, nous n'avons aucun sujet qui soit un sujet tabou. Nous discutons de tout de manière très ouverte et de manière très objective.

Je ne considère pas que l'année 2012 ait été une année particulièrement difficile, avec des difficultés sur le plan des droits de l'Homme. Cela a été une année de campagne électorale en fait, il y a eu deux campagnes électorales. Cela a été la campagne pour les élections législatives et ensuite la présidentielle.

Dans les deux pays, dans tout pays d'ailleurs, à chaque fois qu'il y a une campagne électorale, il y a une acuité plus grande de la lutte politique. Il y a toujours des appels à l'autre côté ou à d'autres, à des tiers. Dans ces affrontements, on parle toujours d'abus et c'est une pratique que l'on voit se répandre dans le monde entier. Je ne pense pas que la Russie, en 2012, ait été particulièrement originale sur ce plan. Nous avons pris un choix fondamental qui est le choix du développement des institutions démocratiques et nous n'avons pas l'intention de nous départir de ce choix ».

QUESTION : « A propos de l'argent, question aux deux présidents, sur les investissements. Les investissements français en Russie ont représenté plus de 9 milliards de dollars, alors que les investissements de Russie en France n'ont été que d'un peu plus de 180 millions de dollars. Comment expliquer cela, M. le Président de la Fédération de Russie ? Est-ce que les investisseurs russes sont tellement lents et tellement paresseux à investir en France ou bien est-ce que les conditions en France ne sont pas si favorables ? D'après les statistiques, en fait, on peut juger du contraire. On peut vous demander si les investisseurs français sont satisfaits des conditions en Russie ? »

Vladimir POUTINE : « A propos des conditions qui sont offertes aux investisseurs français, les investisseurs se plaignent. Je ne sais pas s'ils se sont plaints au président HOLLANDE, mais ils se sont plaints à moi. Des investisseurs, non seulement étrangers, mais des entreprises russes aussi, elles ont toujours à se plaindre des autorités. Je pense que les investisseurs et entrepreneurs français ont à se plaindre de leur gouvernement. C'est donc à nous d'améliorer la législation, de supprimer les obstacles administratifs, de façon à faciliter les investissements vers la Russie. Je pense que c'est un processus qui se développe d'une manière très positive d'une manière générale. Le fait qu'il n'y a pas suffisamment d'investissements russes en France, je crois que cela n'est pas

lié à la politique française en général. Mais c'est un peu lié à l'état de ces problèmes dans l'Union européenne dans son ensemble. Il y a beaucoup d'obstacles techniques et juridiques qui persistent.

Je ne vais pas en parler maintenant, mais il y a un autre domaine à aborder, c'est que nous avons des difficultés dans les contacts. C'est, par exemple, le régime des visas qui nous rend les choses plus difficiles, cela s'applique non seulement à la France, mais à un certain nombre d'autres pays de l'Union européenne où il y a aussi ce même genre de différences.

Les investissements européens en Russie sont, de plusieurs fois, plus importants que nos investissements dans ces pays, alors que les potentiels d'investissements de la Russie sont très importants et sont en croissance constante. Je considère que cet accord entre la Caisse des dépôts et consignations et le Fonds pour les investissements directs de Russie sera quelque chose de très important pour soutenir ce processus des investissements.

LE PRESIDENT : « Comme la dit le président POUTINE, il y a toujours des procédures, toujours des freins, des blocages. Cela existe dans toutes les administrations. Je ne vais pas les accabler, elles font leur travail, cela dépend aussi des consignes qui leur sont données. A nous de faire en sorte que ce soit simplifié et facilité. Pour cela, il y a à la fois des procédures bancaires, des procédures douanières et j'y veillerai tout particulièrement. Parce que je veux qu'il y ait un rééquilibrage des investissements.

Je l'ai dit devant les chefs d'entreprise : je considère que c'est un progrès quand une entreprise française vient investir en Russie pour permettre un courant d'exportations qui va ensuite bénéficier à l'emploi en France. De la même manière, je considère que lorsqu'il y a un investissement étranger, en occurrence russe en France, c'est un apport de capitaux, c'est une possibilité de maintenir ou de créer des emplois. On l'a vu pour GEFCO, cela peut être aussi un partenariat qui permet de conquérir d'autres marchés. Il y a donc ces procédures que nous devons simplifier des procédures également bancaires pour que, lorsqu'un investisseur se présente, il ne soit pas mis en suspicion.

Deuxièmement, le fonds commun que nous allons créer, avec la Caisse des dépôts et consignations et le Fonds souverain russe, permettra justement de faciliter ces mouvements et de les orienter là où nous pensons que c'est l'intérêt commun.

Enfin, les visas vont être simplifiés pour leur délivrance. Et puis, ensuite, dans le cadre de l'Union européenne, nous verrons comment nous pourrions lever ces procédures. Parce que c'est quand même un comble, quand un artiste, quand un investisseur, quand une personnalité vient en France pour apporter le meilleur cela peut arriver ! qu'on vienne lui chercher chicane ou l'empêcher de venir ! Là encore, il y aura donc des progrès immédiats, suite à cette visite ».

QUESTION : « M. les Présidents, une question sur vos relations personnelles. On avait observé, lors de votre première rencontre en juin, une relation, disons, assez franche, mais pas très chaleureuse. Aujourd'hui, on vous voit côte-à-côte, de nouveau francs, mais pas très chaleureux. Alors, est-ce que les relations entre la France et la Russie sont chaleureuses aujourd'hui ? Est-ce que cette rencontre a permis de les réchauffer ? »

Vladimir POUTINE : « Approchez et vous allez sentir cette chaleur ! »

LE PRESIDENT : « Le président POUTINE dit toujours les choses franchement. Et je le fais chaleureusement. Aujourd'hui, c'était notre deuxième rencontre (mais nous avons eu plusieurs échanges téléphoniques entre ces visites) : la première qu'il avait faite en France au mois de juin, et celle que je fais aujourd'hui.

Ce qui est simple avec le président POUTINE, c'est qu'il dit les choses et que nous pouvons donc, à partir de là, chercher la voie commune, la convergence, quand elle est possible. Ensuite, à nous d'être pratiques, concrets et donc de faire en sorte que ce que nous disons sur le plan économique puisse se traduire rapidement. Pour la chaleur, vous jugerez vous-mêmes, vous prendrez régulièrement la température de nos relations. Merci ».

Vladimir POUTINE : « Merci ».